

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 68 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2662 - Prix : 1€

Violences policières :
une politique de
classe

Page 9

Communes : avec
Macron, moins
d'argent pour l'emploi
des plus pauvres

Page 4

La Poste : des
manœuvres
financières qui
accentueront la
pression sur les
postiers

Page 5

Vaches malades...
comme le système !

Page 7

Migrants : le
cimetière de la
Méditerranée et son
gardien Macron

Page 10

Mozambique

Pays riche,
population pauvre !

Page 11



Entre guerres commerciales et guerre tout court

Un système en crise

Entre conflit commercial et menaces de guerre, un système en crise

Depuis la mi-juillet, la guerre menace dans le détroit d'Ormuz. Ce bras de mer, où circulent des milliers de pétroliers venus du monde entier, est le nouveau terrain d'affrontement entre les États-Unis et l'Iran depuis que Trump a interdit à Téhéran de vendre son pétrole.

La semaine dernière, Trump a relancé les hostilités avec la Chine en décidant d'étendre les droits de douane à toutes les importations chinoises. Celle-ci a riposté en jouant sur la dévaluation de sa monnaie, le yuan.

Les conséquences sur les bourses ont été immédiates. En une semaine celle de Paris chutait de 5 %. Le 5 août, Wall Street a enregistré son pire chiffre de l'année. « Les perdants étaient partout. La technologie. Le commerce. Le pétrole... », note la presse américaine. Selon les spécialistes de la Silicon Valley, « Microsoft, Amazon, Apple, Facebook et Alphabet ont perdu au total 162 milliards de dollars de valeur boursière ». C'est dire la fragilité de tout leur système.

Cela fait des mois que les économistes bourgeois alertent quant à la multiplication et à la taille des bulles spéculatives. Depuis le krach de 2008, toutes les banques centrales ont déversé des centaines de milliards dans l'économie à des taux d'intérêt historiquement faibles pour aider à la reprise. Mais ces milliards n'ont pas été investis dans la production, ils ont servi à spéculer.

Aujourd'hui, la quantité de matière explosive est plus importante que jamais. Le moindre choc, l'incertitude ou la perte de confiance dans telle ou telle valeur, peut donc agir comme un détonateur sur un baril de poudre.

Les profiteurs de ce système en sont tellement conscients qu'ils se ruent désormais sur les valeurs refuge, l'or, l'immobilier et même les dettes des États qui leur permettent de mettre en sécurité leurs milliards malgré des taux d'intérêt négatifs. Et puis, comme valeur sûre, il y a le luxe qui a connu une croissance folle faisant grimper la fortune de Bernard Arnault, PDG de LVMH, de 40 milliards de dollars en un an, soit une augmentation de 106 millions par jour ou 4 millions et demi par heure !

Et à côté de cela il manque de l'argent pour les hôpitaux et pour les Ehpad. Des pays aussi riches que la France sont incapables ne serait-ce que d'entretenir leurs chemins de fer. L'écrasante majorité de ceux qui sont indispensables à la vie sociale voient leurs conditions de vie se dégrader. Nombre de salariés triment pour 1 200 euros net. Des milliers de livreurs Deliveroo, Uber et autres, véritables damnés du bitume, enfourchent leur vélo des heures durant pour des salaires de misère.

Toutes les activités économiques sont parasitées et détournées de leur utilité sociale par la rapacité capitaliste. Mais, pire encore, tout le système est dépendant des paris spéculatifs et, au moindre vent de panique, tout peut s'écrouler.

Malgré les moyens technologiques à notre disposition, la production des matières premières et de l'énergie, la production de nourriture, de médicaments, les activités de communication et de transport, la construction de logements peuvent être arrêtées net.

Parce que d'immenses richesses s'accumulent à un pôle et parce que les capitalistes nagent dans les milliards et les jouent à la Bourse, l'économie court droit au krach, à de nouvelles destructions, aux pénuries, au chômage de masse, à la misère, si ce n'est à la guerre généralisée. Y a-t-il économie plus injuste et plus folle ?

Seul le monde du travail est en mesure de remettre l'économie sur ses pieds. Ses intérêts l'y poussent car les travailleurs sont les principales victimes du parasitisme des capitalistes. Ils subissent une situation économique de plus en plus tendue où la course à la rentabilité ne cesse d'aggraver les conditions de travail, de supprimer les emplois et multiplier la précarité. Et en cas de krach ou de guerre, ils seront les premiers sacrifiés.

Mais en retrouvant le chemin de la lutte et de l'organisation collective contre la classe capitaliste, c'est à toute la société que les travailleurs redonneront un avenir. Car ils sont les seuls à pouvoir impulser une économie organisée collectivement pour répondre aux besoins de tous. Pour cela il faut renverser le pouvoir de la grande bourgeoisie et mettre fin à la propriété privée des groupes capitalistes

Formation des prix : aveu d'impuissance du représentant de l'État

L'Office des Prix et des Marges et des Revenus (OPMR) tenait vendredi 10 août sa nième réunion sur l'évolution des prix à La Réunion. Son président en était encore à vouloir « trouver ses marques » (*Le Quotidien* du 10 août), autant dire que pour le représentant de ce machin mis en place par l'État en 2010 pour donner le change aux manifestants de 2009 contre la vie chère, il n'y a pas le feu au lac et les grands groupes capitalistes peuvent dormir tranquilles et

continuer à faire les poches des consommateurs !

Le président de l'OPMR, constatant de fait son impuissance face aux capitalistes de la distribution, a cependant lancé, dans un cri de désespoir : « *L'idéal serait d'avoir accès aux comptes et à leurs chiffres d'affaires, mais ce n'est pas le cas et nos consultants travaillent par recoupage et il faut avouer qu'à ce niveau, c'est flou !* ».

Eh oui, l'opacité totale enveloppe

toutes les décisions des capitalistes qui ne rendent de compte à personne, pas même aux représentants de l'État qui sont payés pour amuser la galerie et lanterner les travailleurs. Mais ce sont ces derniers qui, s'ils le décidaient, seraient les mieux placés pour faire toute la lumière sur la formation des prix et des marges faites sur le dos de la population !

Frais bancaires : les clients détroussés

Les salariés qui connaissent des fins de mois difficiles subissent bien souvent une double peine. En plus de se restreindre dans les achats du quotidien, en plus de recevoir des menaces de coupure de téléphone, voire d'eau et d'électricité, ou d'expulsion, c'est bien souvent leur banque qui vient les ponctionner directement sur leur compte.

À chaque incident bancaire, les banques prélèvent jusqu'à 20 euros pour un virement, et 50 euros pour un chèque refusé. Elles n'hésitent pas à ponctionner le client plusieurs fois lorsque la demande de paiement revient quelques jours plus tard.

Ces prélèvements sont une véritable poule aux œufs d'or pour les banques. Ils touchent entre un tiers et un quart des clients chaque année, pour un montant de 210 euros en moyenne. Au bas mot, c'est 1,2 milliard d'euros qu'encaissent ainsi les banques de façon automatique. Mais selon certaines associations, le montant global s'élève en réalité à 6 milliards d'euros.

En échange de l'obligation pour les salariés de détenir un compte bancaire, les banques sont censées assurer gratuitement à leur client le retrait d'espèces, la mise à disposi-

tion de chèques et de relevés de compte, et permettre la clôture du compte. Tous ces services élémentaires, alors que la banque profite de l'argent des salariés versé sur leur compte, sont aujourd'hui de plus en plus chèrement payés.

Devant les protestations de certaines associations d'usagers, le gouvernement a fait mine de réagir. Il s'est contenté de demander une évaluation précise sur les frais entraînés par les incidents bancaires. Quant à la mise en place au début de l'année 2019 d'une forme de bouclier social devant limiter les frais bancaires à 25

euros par mois, elle se fait en réalité au bon vouloir des banques. C'est à elles de décider quel sera le « public fragile » à qui bénéficieront ces mesures.

Riches à milliards, bénéficiaires des largesses de l'État, contribuant par leur comportement à précipiter la planète dans un chaos financier, les banques n'en continuent pas moins à prélever jusqu'au dernier euro même à leurs clients les plus en difficulté.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 13 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 14 SEPTEMBRE de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 28 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 29 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

Communes : avec Macron, moins d'argent pour l'emploi des plus pauvres

En janvier 2018, à l'occasion de la présentation de ses vœux à la presse, le maire de Saint-Denis, Gilbert Annette déclarait, suite à l'élection de Macron à la présidence de la République :

« Je peux dire aujourd'hui qu'après quelques mois, j'ai eu raison d'avoir fait le choix de la raison. Je fais partie des Français satisfaits », « satisfait du dynamisme et de la réussite pour la France qui se trouve aujourd'hui dans une meilleure situation, grâce aux réformes qui étaient à faire depuis longtemps ».

Un an et demi après, le même,

toujours à la tête du chef lieu de La Réunion se fait plus discret.

Quelques jours avant la rentrée scolaire, la mairie qu'il dirige vient d'embaucher 215 Parcours Emploi Compétence, pour un an non renouvelable, à raison de 21 heures de travail par semaine au Smic horaire. Une mesure destinée selon le « socialiste » Annette à permettre aux chômeurs de longue durée, aux personnes éloignées de l'emploi, « de remettre le pied à l'étrier » !

Alors qu'en 2017, la commune de Saint Denis employait 1100 emplois aidés à 90 % par l'État en CAE-CUI, elle ne peut plus aujourd'hui rému-

ner que 600 PEC puisque la contribution de l'État ne couvre plus que 50 % de leur coût !

Et puisque le volume de travail n'a pas diminué, bien au contraire, la mairie « socialiste », pour pallier le manque de bras, impose aujourd'hui la polyvalence généralisée des emplois à ses salariés obligeant ainsi les accompagnateurs de bus à faire la surveillance dans les cantines et le nettoyage des salles après les repas.

Avec Macron et ses inconditionnels du Parti socialiste, c'est la marche... à reculons pour les travailleurs !

Pour le capital : c'est Noël au mois d'août !

Avec la baisse des prélèvements mise en place par le gouvernement Philippe, les entreprises devraient récupérer 13,2 milliards d'euros d'ici la fin du quinquennat. Baisse du taux de l'impôt qui passera à 25 % d'ici trois ans, transformation du CICE en baisse pérenne des cotisations sociales, différentes mesures de la loi Pacte auxquelles s'ajoute la suppression de la taxe sur les dividendes de

3 % décrétée par l'Union européenne, n'en jetez plus !

Dans cette grande distribution où l'argent coule à flot, certains secteurs de l'économie sont privilégiés.

Ainsi, selon Bercy, les services financiers, banques et assurances, décrocheraient le gros lot de cinq milliards d'euros, soit 38 % des baisses des prélèvements, suivis du commerce (18 %), de l'industrie

(16 %), les autres secteurs ne recevant que 2 ou 1 % de la somme, voire rien du tout.

Quand on voit comment les capitaux privés sont servis, il faudrait être bien naïf pour croire les mensonges du gouvernement sur l'impossibilité de financer les services publics qui vont à vau-l'eau !

Banques centrales : l'assurance tout risque du grand capital

Le 31 juillet, la FED, la banque centrale américaine, a baissé ses taux d'intérêt. Dans le même temps, la Banque centrale européenne, dont le principal taux directeur est à 0 % depuis mars 2016, a annoncé qu'elle ne comptait pas le relever.

Au contraire, la BCE a elle aussi annoncé la reprise de « l'assouplissement quantitatif », en fait le rachat par la BCE des milliards d'actifs financiers dont les banques veulent se débarrasser contre de l'argent frais.

Ces mesures illustrent l'impasse dans laquelle se débat l'économie. La baisse des taux d'intérêt, c'est-à-dire du loyer de l'argent, est normalement un des outils utilisés par les banques centrales pour inciter les banques commerciales à accorder des crédits

aux entreprises et aux particuliers et dopent ainsi l'économie.

Mais si ce moyen a été largement utilisé après la crise de 2008 par les différentes banques centrales, il a été incapable de sortir l'économie capitaliste de l'infarctus de 2008. Il en va de même des politiques de rachat d'actifs, véritable opération de blanchiment, destinée à inonder le secteur bancaire de liquidités.

Les capitalistes n'ont aucune confiance dans leur propre économie. Même inondés d'argent facile grâce à cette politique monétaire, ils rechignent à investir dans la production, pourtant seule sphère où le capital n'est pas uniquement parasite et mobilise le travail humain, unique créateur de richesse. Les capi-

talistes estiment moins risqué et plus rémunérateur d'investir dans l'achat de titres financiers qu'ils savent pouvoir revendre aux banques centrales en cas de krach. L'apparition de nombreuses bulles spéculatives, comme celle de l'immobilier dans les grandes villes est le seul résultat de cette politique des banques centrales impuissantes face à l'annonce d'un nouveau ralentissement de la croissance, voire d'une récession.



La Poste : des manœuvres financières qui accentueront la pression sur les postiers

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC – contrôlée par l'État et alimentée par les dépôts sur les Livret d'Épargne des particuliers et qui est chargée de financer le logement social) s'apprête à devenir le premier actionnaire de La Poste, à la place de l'État. Pour cela, elle cède à la Banque Postale, filiale de La Poste, ses participations dans CNP Assurances, des parts qui lui rapportaient 250 millions d'euros. Elle compte bien en récupérer plus et exige d'ores et déjà 300 millions d'euros d'économies au sein de La Poste.

Alors pour parvenir à ce but, elle n'envisage pas d'autre moyen que de rogner sur les dépenses de la Poste, à commencer par les frais de personnel qui en représentent la moitié.

On peut s'attendre donc à ce que les suppressions d'emplois (8000 l'an dernier), le recours aux contrats précaires, les suppressions d'agences s'accroissent ainsi que l'augmentation de ses tarifs (prix du timbre, frais bancaires imposés aux clients).

La Poste n'aura aucun effort à faire. C'est la politique qu'elle mène déjà depuis des années en connivence avec tous les gouvernements de

droite comme de gauche qui se sont succédé ces dernières années.

Seule l'opposition des agents de la Poste et de la classe ouvrière en général pourrait mettre le holà à ces nouvelles attaques contre les travailleurs.



Milliardaires : pour les ultra-riches, 2019 est un grand cru

Bernard Arnault : seconde fortune mondiale



Au palmarès des milliardaires, la France peut se vanter de remporter une médaille d'or. Si elle n'est pas le pays où ils sont le plus nombreux, elle est celui où ils se sont enrichis le plus au cours des six premiers mois de l'année.

D'après le *Bloomberg Billionaires Index*, une publication économique américaine, les 14 plus grandes for-

tunes françaises ont ainsi vu leur richesse cumulée augmenter de 78 milliards de dollars (69,6 milliards d'euros).

La revue *Challenges* donne le trio de tête des fortunes françaises où figure en tête, bien entendu, Bernard Arnault, le patron du groupe de luxe LVMH. Sa fortune dépasse aujourd'hui les 90 milliards d'euros, lui permettant de devenir le troisième homme le plus riche du monde. Loin derrière, en deuxième position des fortunes françaises, se trouvent les propriétaires de Chanel, les frères Wertheimer dont la fortune s'élève à 50 milliards.

Affichant une augmentation plus que confortable de leur fortune, Françoise Bettencourt-Meyers, héritière

du groupe L'Oréal, est en troisième position, à la tête d'une fortune estimée à près de 46 milliards d'euros, tandis que Gérard Mulliez, patron d'Auchan pèse 32 milliards d'euros et François Pinault, autre géant du luxe, 29 milliards d'euros.

Ce niveau d'enrichissement accéléré est indécent, alors que le monde du travail s'entend rabâcher à longueur d'année que les salaires – y compris dans des entreprises qui dépendent de ces grands groupes – ne peuvent augmenter sous peine de faire couler la boutique. Il illustre aussi la folie de ce système capitaliste, où les super milliardaires qui dominent l'économie et façonnent la société sont des parasites du luxe.

Comment se construit la « deuxième puissance mondiale »...

Foxconn, le géant technologique chinois, sous-traitant d'Apple et d'Amazon, qui produit notamment l'iPhone grâce au travail du million de salariés qu'il exploite dans ses usines, a aussi eu recours au travail de milliers d'enfants âgés de seulement 14 ans et d'étudiants âgés de 16 à 18 ans pour construire des répondeurs vocaux, a dénoncé le journal britannique *The Guardian*. Il a aussi recon-

nu leur avoir imposé de nombreuses heures supplémentaires et des heures de nuit.

Cette entreprise capitaliste est coutumière d'abus répétés envers ses salariés. Plusieurs d'entre eux ont été poussés au suicide tant les conditions de travail sont insupportables.

En 2010, une grève générale avait mobilisé des centaines de milliers de ceux-ci et Foxconn, pour calmer leur

colère, avait dû leur céder des augmentations de plus de 20%, baisser les cadences infernales et supprimer les amendes sur salaires et les punitions corporelles.

Souhaitons qu'ils réengagent le fer contre ces esclavagistes modernes. À plus d'un million, ils pourraient ne faire qu'une bouchée de cette poignée d'exploiteurs !

Hôtels de luxe : en plein essor



Le Plaza Athénée - Wikimedia Commons

L'hôtel de luxe parisien Le Meurice propose cet été sa nouvelle suite de 620 m², dite penthouse, c'est-à-dire avec une terrasse et située au dernier étage, au-dessus du bruit de la ville, au prix de 25 000 euros la nuit.

En plus de la bibliothèque en or, cette suite dispose d'une immense salle de bain en marbre italien, qui

permet, grâce aux grandes vitres qui en font le tour, de prendre son bain en ayant une vue panoramique sur Paris !

À Paris, onze établissements avec le titre de palace se font ainsi concurrence pour attirer la clientèle la plus fortunée.

Au Plaza Athénée, dans le 8^e ar-

rondissement, le prix de la suite royale se monte à 29 000 euros la nuit. Un autre palace parisien propose lui une suite à 32 000 euros la nuit... mais le prix comprend un repas préparé par un des grands chefs cuisiniers français. En quelques années, le nombre de chambres de luxe a quasiment doublé, passant de 1 100 à 1 900.

Mais cet univers des très riches est parfois rattrapé par la lutte des classes, même dans ces hôtels de luxe. Plusieurs palaces parisiens ont connu des grèves ces derniers mois, en particulier venant des femmes de ménage qui dénonçaient leurs salaires et leurs conditions de travail.

Le luxe et l'armement sont les marchés qui rapportent le plus aux actionnaires des grands groupes. Ce constat suffit à juger l'organisation sociale capitaliste.

Taxe Gafa : Amazon n'y perdra pas une plume

Il n'aura pas fallu longtemps pour vérifier l'adage selon lequel « à la fin, c'est toujours le consommateur qui paie ! » Moins de trois semaines après l'adoption de la taxe GAFA, le groupe Amazon annonce qu'il répercutera cette taxe sur ses tarifs.

Après deux années de discussions, le 11 juillet, le gouvernement instaurait enfin une taxation des géants américains du secteur numérique dite GAFA pour Google, Amazon, Facebook et Apple. Ces entreprises, une vingtaine au total, s'organisant pour déclarer leurs bénéfices dans leurs filiales les plus paradisiaques en termes de fiscalité, la taxe GAFA sera calculée, non pas sur les bénéfices mais sur le chiffre d'affaires réalisé en France. Le niveau est bien faible, 3 % seulement du chiffre d'affaires déclaré. Mais c'est déjà beaucoup trop pour le

géant de la distribution en ligne !

Ainsi le 1^{er} août, Amazon être dans l'obligation de répercuter la hausse sur les entreprises avec lesquelles elle travaille. Quant à celles-ci, il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'elles feront à leur tour. À partir du 1^{er} octobre, on peut très raisonnablement penser que les consommateurs paieront la note pour leurs achats via Amazon.

Qu'en sera-t-il de Google, Facebook, Apple et autres trusts du numérique ? Pour l'instant, ils n'ont rien annoncé. Mais là encore, on peut parier qu'ils se débrouilleront pour ne rien perdre.

« Faire payer les GAFA ». La revendication a été reprise par le gouvernement d'autant plus facilement qu'il s'agit de faire payer des entreprises à la richesse insolente, aux profits parmi les plus révoltants, et de

surcroît américaines, ce qui évite de s'affronter à des patrons bien français.

Mais en fait de taxer le capital, ce n'est que de la poudre aux yeux.



Vaches malades...comme le système !



Usine Urcoopa St-Paul - Wikipedia.org

La séquestration dans la nuit du 29 au 30 juillet de deux fonctionnaires de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt par des éleveurs de la Plaine des Cafres est un épisode de plus dans le bras de fer qui les oppose à leur coopérative laitière ainsi qu'aux autorités sanitaires.

En effet, depuis plus de dix ans des éleveurs « laitiers » organisés au sein de l'Association de défense des agriculteurs de La Réunion (Adefar) sont entrés en conflit avec la Sicalait accusée d'avoir introduit des bêtes malades dans leurs cheptels bovins et avec les autorités sanitaires qui n'auraient pas effectué tous les contrôles et pris toutes les mesures nécessaires qui auraient pu empêcher la mortalité importante dans les élevages et par

conséquent l'endettement de leurs propriétaires, voire la ruine et la cessation d'activité pour nombre d'entre eux.

Ces éleveurs, dont deux ont été exclus de la Sicalait en mars dernier, réclament que soient reconnus les manquements aux suivis sanitaires de la part de cette coopérative et les moyens d'éradiquer des maladies dont certaines transmissibles à l'homme comme la leucose ou la chlamydie.

Le cas le plus connu dans la filière bovine mais qui est passé presque sous silence pour la population, est l'introduction en 2003 par la Sicalait et la Sicarevia (coopérative bovins viande) de vaches importées de la métropole porteuses du virus de la rhino-trachéite infectieuse bovine (IBR).

Ces maladies et d'autres toutes aussi graves se sont répandues dans les élevages de La Réunion à tel point qu'aujourd'hui, selon l'ADEFAR, la leucose bovine enzootique touche 90% des cheptels réunionnais.

La propagation de certaines maladies comme l'anaplasmose, seraient accélérée par les méthodes d'élevage, en l'occurrence une trop grande part

de concentrés dans la ration alimentaire aux dépens de fourrage. Un rapport de la préfecture de 2009 en est venu même à conclure à cette évidence : « *la vache est un ruminant. Pour cela, elle a besoin d'herbe !* »

Le manque de surface fourragères n'explique pas à lui seul cette pratique qui pèse également lourd dans le budget des exploitants agricoles. Le quasi monopole du vendeur d'aliment Urcoopa qui contrôle aussi la Sicalait, la Cilam, les magasins agricoles, etc. et qui exerce de fait une pression sur les éleveurs, y est sans aucun doute pour beaucoup !

L'endettement, l'incurie des coopératives doublée du laxisme des autorités de l'État, ont conduit non seulement à la décimation des vaches mais aussi à celle des éleveurs laitiers dont le nombre est passé de 150 en 2000 à une soixantaine aujourd'hui.

L'élevage, l'agriculture sont à l'image de toute l'économie capitaliste : malsains où seuls profitent vraiment une minorité de riches. Mais viendra pour eux la fin des vaches grasses !

La Réunion : une terre d'exception...

Tout élevage détenant au moins un bovin doit être soumis à la réglementation sanitaire. Les prophylaxies réglementaires bovines ont pour objectif la surveillance active de quatre maladies : la brucellose, la tuberculose, la leucose et l'IBR.

Mais ce qui est vrai pour le territoire métropolitain l'est moins pour les départements d'outremer.

En effet, l'article 16 de l'arrêté du 31 mai 2016 qui fixe des mesures de prévention, de surveillance et de lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) exclut la Corse, les départements et régions d'outre-mer sauf demande expresse du préfet.

De même, depuis novembre 2017, un arrêté ministériel confirme que La Réunion n'est toujours pas

concernée par les mesures générales de lutte contre la leucose bovine enzootique (LBE) qui « *ne constitue pas un problème prioritaire pour l'élevage bovin sur ce territoire* » malgré des rapports accablants (Anses 2015, bulletin de santé épidémiologique Dom-Tom de 2011, etc.) qui font que La Réunion détient le record des maladies des ruminants comparée aux Antilles à la Polynésie française, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie !

Il faut que des scandales comme ceux des élevages de La Réunion, éclatent pour que soit levé un tout petit coin du voile, pour ne pas dire de la chape de plomb, sur les pratiques des groupes de l'agro-alimentaire qui, sous couvert de l'État,

mettent sciemment la vie animale et humaine en danger pour le profit.

Vivement, que le cancer capitaliste soit extirpé de la société !



01

Une bataille entre requins capitalistes

Guyto Narayanin, un patron réunionnais président du groupe Invest OI, gère plusieurs entreprises à La Réunion. Ce patron s'est forgé une réputation d'homme d'affaires violent et gourmand, avec un comportement de « patron gaté » à qui tout est permis.

À Mayotte, il intervient dans le domaine du bâtiment et des travaux publics. Il gère notamment des entreprises de carrière, de concassage et de transformation en blocs de ciment.

Depuis 2012, par un courrier du préfet la société IBS de Narayanin, qui gère la carrière située à Kangani

au nord de Mayotte, s'est vu retirer l'autorisation d'exploiter. Cela, ne l'a pas empêché de continuer à exploiter cette carrière devenue depuis 2015 propriété du groupe Vinci.

À l'audience du 7 août au tribunal administratif de Mayotte, les deux parties ont fait mine de se soucier des ouvriers qui travaillent dans ces entreprises. D'un côté, Narayanin dit vouloir défendre l'emploi de 300 ouvriers et de l'autre côté Vinci garantit de conserver tous les emplois. Mais, tout le monde a bien compris que la motivation première de ces requins du BTP, ce sont les profits qu'ils ex-

torquent par le travail et la sueur des ouvriers mahorais sur les chantiers.

Le pactole est si juteux qu'en pleine audience au tribunal Guyto Narayanin a promis que s'il devait lui échapper cette affaire « *va finir dans la violence et dans le sang* ».

Répondant à sa demande le préfet a accepté le rôle de médiateur tout en lui demandant de « *changer de méthode et de discours* ».

Comme si ce genre de requin pouvait rester calme devant l'odeur des profits.

C'est le capitalisme Kafé notre malheur !



Plantation de café au Salvador - Wikipedia.org

La presse économique titrait récemment sur la surproduction du café dans le monde et son corollaire

dans la société capitaliste, la chute des cours de ce produit.

En juillet le prix d'achat du café a

encore baissé de 9 %. En un mot, la mévente du café se traduit par la baisse de son prix d'achat aux petits producteurs africains, sud-américains, indiens ou vietnamiens ainsi que de leurs revenus. Beaucoup n'arrivent plus à vivre de cette activité aujourd'hui.

Le prix de la livre d'Arabica se négocie aujourd'hui à 0,77 €, soit les 250 grammes (1 paquet) à 0,38 €.

Dès lors comment expliquer qu'un paquet d'Arabica continue à se vendre à La Réunion entre 2,50 € et jusqu'à plus de 4 €, alors qu'il aurait dû baisser ? Les négociants et autres grandes surfaces pourraient nous mener sur la voie... inutile de chercher la réponse dans le marc... de café !

Faites ce que je dis, pas ce que je fais

Gérald Maillot, le président de la Cinor (Communauté des communes du nord), élu à la mairie PS de Saint-Denis et soutien de Macron, est sous le coup d'une enquête judiciaire pour constructions illégales d'habitations sur un terrain agricole dans le quartier de Domenjod à la Bretagne.

Maillot a fait l'acquisition de 3000 mètres carrés de terrain puis a entrepris la construction de deux maisons entre 2007 et 2014 alors

qu'il était conseiller général de la Bretagne, 3ème puis 1er adjoint au maire chargé...de l'aménagement de territoire !

Gérald Maillot plaide coupable et attend que la justice le déclare inéligible.

Celui qui veut briguer la mairie de Sainte-Marie en 2020 et pense que « *le politique doit changer de logiciel* » a fait un gros bug



Google Maps

Violences policières : une politique de classe

Après la découverte du corps de Steve Maia Caniço à Nantes, des rassemblements et des manifestations se sont tenus en France pour dénoncer les violences policières. La colère et les interrogations qui s'y sont exprimées vis-à-vis de la police et du gouvernement sont plus que légitimes.

Les conditions du décès de ce jeune de 24 ans, qui s'est noyé dans la Loire le 22 juin, sont accablantes pour les forces de police. Les policiers antiémeutes sont allés au contact, matraque au poing et chiens en laisse, contre des jeunes dont le seul crime était d'avoir prolongé la fête de la musique une demi-heure de trop.

Droits dans leurs bottes, Castaner et Philippe ont affirmé que la police n'y était pour rien. Ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour enterrer l'affaire.

Comme tous les gouvernements qui l'ont précédé, celui de Macron est prêt à couvrir n'importe quelle ex-

écution de la police parce qu'il en a besoin pour imposer sa politique et préserver les intérêts et l'ordre social de la grande bourgeoisie. Il compte sur elle pour museler, matraquer et réprimer les contestataires, quitte à les blesser grièvement, voire mortellement.

Tous ceux qui ont participé aux manifestations des gilets jaunes l'ont appris à leurs dépens. En guise de bons et loyaux services, Castaner a d'ailleurs, le 16 juin, récompensé les principaux protagonistes des violences policières. Parmi les décorés, on compte les deux commissaires ayant commandé la charge qui a gravement blessé Geneviève Legay à Nice, celui qui a dirigé les opérations lors de la fête de la musique à Nantes, etc.

Dans une récente interview, Macron a reconnu que « les raisons qui ont conduit à l'éclatement de colère dans le mouvement des gilets jaunes n'ont pas disparu ». Autre-

ment dit, le pouvoir s'attend et se prépare à de nouveaux combats sociaux.

Eh bien, le camp des travailleurs et des opprimés doit lui aussi se préparer ! Tant que nous vivons dans une société fondée sur l'exploitation, où une minorité de capitalistes s'enrichit en faisant reculer la majorité, nous aurons à nous battre. Et pour avoir une chance de gagner, il faut nous aussi nous rassembler et nous organiser.



Demandeurs d'asile : un tourment quotidien de plus

En septembre, la carte bancaire que l'Office français de l'immigration et l'intégration (OFII) remet aux demandeurs d'asile dont le dossier est en traitement ne permettra plus d'effectuer de retraits en liquide. Elle servira uniquement à effectuer des paiements.

Jusqu'à présent, les titulaires de la carte pouvaient effectuer trois retraits par mois, dans la limite de l'allocation de demandeur d'asile (ADA).

Cette allocation est le seul revenu dont disposent les réfugiés pendant l'examen de leur demande d'asile. Ils n'ont ni le droit de travailler, ni droit à aucune autre allocation, comme par exemple l'APL. Le montant de l'ADA est très faible et dégressif : 6,80 euros par jour pour une seule personne, 17 euros pour une famille de quatre.

Ces restrictions sur la possibilité de disposer d'argent liquide vont rendre encore plus difficile le quotidien des demandeurs d'asile. Et c'est

ce que cherche le gouvernement qui a déjà augmenté la durée de leur enfermement dans les centres de rétention. Cette mesure s'inscrit dans la lignée de toute la politique criminelle européenne, qui finance des régimes

comme la Turquie, le Niger ou les chefs de guerre libyens, pour qu'ils bloquent eux-mêmes le trajet des migrants, en les parquant dans des camps ou des prisons, voire en les torturant.



File d'attente de demandeurs d'asile pour obtenir un rendez-vous.

Migrants : le cimetière de la Méditerranée et son gardien Macron

Il n'y a plus en Méditerranée de bateau de sauvetage appartenant à l'Union européenne (UE) ou à un de ses États membres. Seuls des navires affrétés par des ONG viennent donc au secours des migrants, malgré toutes les dispositions prises pour les en empêcher.

L'*Ocean Viking*, affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, est, avec l'*Open Arms* et l'*Alan Kurdi*, un des rares bateaux opérant sur une zone de plusieurs milliers de kilomètres carrés. En trois jours, ces navires ont recueilli plus de 400 migrants. Lundi 12 août, ils cherchaient encore un port d'accueil sûr, où ils pourraient débarquer

les femmes et les hommes secourus. S'ils accostent sans autorisation, les membres des ONG risquent la confiscation du navire et des amendes pouvant atteindre un million d'euros. Ils attendent donc une décision des autorités portuaires d'un des pays européens.

Si plusieurs gouvernements, dont celui de la France, fustigent la politique de Salvini qui interdit depuis un an aux bateaux de sauvetage d'accoster en Italie, transformant des sauveteurs en hors-la-loi, la politique française n'est pas fondamentalement différente. Il existe de nombreux ports sûrs français en Méditerranée, du Canet-en-Rous-

sillon à Menton, en passant par Marseille, les ports de Corse, voire Borne-les-Mimosas, où se trouve un certain fort de Brégançon. Mais Macron et son gouvernement s'opposent à tout débarquement.

Tous les jours, des migrants risquent leur vie à bord d'embarcations de fortune. Depuis le début de l'année, près de 600 d'entre eux sont morts noyés au large de la Libye. Les gouvernements européens, qui les obligent à prendre ces risques pour échapper à la dictature, à la guerre ou à la misère et, quand ils sont secourus, ne leur accordent même pas l'asile, ont leur sang sur les mains.

DANS LE MONDE

ITALIE

Salvini voudrait gouverner seul

Entre deux allers-retours vers les plages de l'Adriatique où il passe l'été en délivrant ses interviews, vêtu d'un bermuda et entouré d'une meute de journalistes, le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini a annoncé que l'expérience de gouvernement avec le mouvement Cinq étoiles de Luigi Di Maio et Beppe Grillo était close et qu'il veut des élections anticipées au plus vite.

Le mouvement Cinq étoiles (M5S), bien que sorti vainqueur des élections de mars 2018, n'avait pu parvenir au gouvernement qu'en s'alliant avec la Ligue, le parti d'extrême droite dirigé par Salvini, pourtant alors encore loin derrière en termes de voix. Celui-ci pense maintenant pouvoir sortir vainqueur de nouvelles élections, sans plus avoir besoin du M5S dont le passage au pouvoir l'a considérablement décrédibilisé.

Le mouvement de Beppe Grillo et Luigi Di Maio avait su profiter de

l'énorme déception de l'électorat de gauche après des années de gouvernements du Parti démocrate. Après avoir subi leurs politiques d'austérité accompagnées de nombreuses attaques antiouvrières, cet électorat s'était tourné vers ce mouvement qui en dénonçait l'incapacité et la corruption, en promettant une gestion honnête et démocratique du pouvoir. Il n'a pas fallu longtemps pour que l'on voie que les promesses de ces nouveaux politiciens se prétendant antisystème n'étaient que du vent.

Le passage des Cinq étoiles au gouvernement a été une suite de capitulations, par exemple concernant l'instauration d'un revenu de citoyenneté qui était un de ses seuls engagements concrets. Et il s'est aligné sans mot dire sur la scandaleuse politique antimigrants de Salvini. Il a avalisé le dernier décret de celui-ci, qui comporte des sanctions et des amendes extravagantes pour quiconque aide les migrants, mais aussi

des menaces contre les manifestations et les grèves.

Les dernières élections régionales et européennes ont confirmé que cette alliance politique profitait avant tout au parti de Salvini, qui a véritablement siphonné les voix du M5S et aujourd'hui compte bien encaisser le résultat. Malheureusement, cela marque aussi le succès des idées réactionnaires, racistes et xénophobes dont le leader de la Ligue s'est fait le héraut.



Wikimedia Commons

HONG KONG

La mobilisation et les intérêts des travailleurs

Alors que, depuis deux mois, les manifestations réunissent des centaines de milliers de participants, une partie des travailleurs auraient soutenu la contestation par la grève le 5 août et des milliers de jeunes ont envahi l'aéroport le 12 août.

Hong Kong est une place financière où transitent les capitaux chinois et occidentaux et où les inégalités sont considérables, comportant une petite bourgeoisie relativement nombreuse. C'est essentiellement cette classe sociale qui s'est mobilisée depuis des mois pour s'opposer à un projet de loi permettant l'extradition vers La Chine de résidents de Hong Kong.

Le 15 juin, devant l'ampleur des manifestations, le pouvoir avait dû en partie céder et suspendre le projet de loi. Mais la mobilisation a continué. Et les manifestants ont exigé l'abandon total du projet, la démission de Carrie Lam, la cheffe de l'exécutif à Hong Kong.

Hong Kong est un reste de l'immense empire colonial britannique. C'est un îlot de richesses au bord d'un océan de pauvreté. La bourgeoisie petite et grande, y jouit d'une liberté et de privilèges auxquels elle tient et c'est l'objectif de ce bras de fer avec l'autorité chinoise.

En Chine continentale, dès le début de la mobilisation à Hong Kong,

les autorités de Pékin ont pris soin de minimiser son ampleur et de verrouiller encore davantage les réseaux sociaux par la censure. Le pouvoir se méfie de l'effet de contagion que cette mobilisation peut avoir sur les millions de travailleurs durement exploités de Chine, à commencer par ceux qui se trouvent à quelques dizaines de kilomètres de Hong Kong, dans la province du Guangdong, une des plus industrialisées du pays. Leur mobilisation pourrait en effet offrir de toutes autres perspectives, non seulement en Chine mais à Hong Kong.

MOZAMBIQUE

Pays riche, population pauvre !

Le Mozambique, pays du sud-est africain, d'où nombre d'ancêtres de Réunionnais ont été tirés pour être réduits en esclavage pour venir trimer dans les propriétés réunionnaises, ne s'est libéré de la puissance coloniale portugaise qu'en 1975 après onze années de guerre menée par le Front de Libération du Mozambique dont les leaders nationalistes n'hésitaient pas à prétendre s'inscrire dans une filiation marxiste.

S'en est suivie jusqu'à maintenant une deuxième guerre interne contre un mouvement appelé Renamo (Résistance Nationale du Mozambique) soutenu dans un premier temps par le régime raciste sud-africain de l'Apartheid et les États-Unis.

Le pays est ressorti exsangue de cette période. Malgré ses nombreuses ressources minières et gazières, mais aussi agricoles, le niveau de vie des habitants reste extrêmement bas. 77 % des Mozambicains ne disposent que de 2,5 euros par jour. Un tiers de sa population souffre de la faim. Le paludisme, le choléra, le Sida affectent des millions d'habitants. Un



enfant sur deux décède avant l'âge de 7 ans. Il n'y a que 3 médecins pour 100 000 habitants.

Les dirigeants du Frelimo qui ont abandonné leur discours marxiste se sont mués en partisans du système capitaliste, piochant sans retenue dans le peu de fonds dont dispose l'État mozambicain.

Le fils, Ndambi, de l'ex-président Guebuzza (surnommé par les Mo-

zambicains « Guebusiness »!) a été arrêté suite à une enquête pour détournement de 2 milliards d'euros de fonds publics dans une affaire d'achat de frégates de guerre à la France qui devaient être livrées par le groupe Constructions Mécaniques de Normandie appartenant au capitaliste franco-libanais Iskandar Safa.

Cette malversation a contribué à faire plonger les comptes du Mo-

suite page 12

zambique dans le rouge alors que le produit intérieur brut augmente annuellement de plus de 7 % !

Malgré cela, les affaires continuent. Un gigantesque gisement de gaz naturel vient d'être découvert au large de la côte nord est du pays, non loin de l'archipel des Comores et de Mayotte. Les requins capitalistes de la prospection pétrolière sont déjà sur les rangs pour faire démarrer ce chantier titanesque qui doit mobiliser quelques 10 000 travailleurs de 2020 à 2024. Tout est prévu pour que le pétrole jaillisse au plus vite dans les cuves des compagnies ENH (local),

Anadarko (Etats-Unis), ENI (Italie) et Total (France).

Les centaines de milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié font déjà saliver les actionnaires de ces entreprises capitalistes et les dirigeants du Frelimo et de la Renamo qui pour l'heure ont déclaré qu'ils cessaient de se faire la guerre !

Cette dernière découverte ne signifie en aucun cas que la situation des masses pauvres mozambicaines va s'améliorer. Elle signifie seulement que le pillage des ressources du pays va continuer de plus belle.

D'ailleurs les centaines de milliers

de Mozambicains pauvres qui ont tout perdu suite au passage des deux cyclones destructeurs du début de cette année (Idaï e Kenneth) continuent à vivre pour beaucoup sans toit, les enfants sans écoles, les malades sans médecins et sans hôpitaux. Sur les 3 milliards réclamés par le gouvernement aux institutions internationales, à peine un milliard est arrivé dont une bonne partie a été détournée.

Diner Dansant de Lutte ouvrière

le 5 octobre 2019

Réservez vos
places dès
maintenant
auprès de nos
militants !



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au
journal *Lutte ouvrière - Île de
La Réunion* pour une période
de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme
deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

Vidéos

[www.lutte-](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

[ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Audio-LO

[www.lutte-ouvriere-](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)
[audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :
<http://www.nathalie-arthaud.info>

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282